

## Document

### Grèce: Georges Papandréou remanie son gouvernement

(AP)

**Le 17 juin 2011**

Le Premier ministre grec Georges Papandréou a remplacé vendredi son impopulaire ministre des Finances à l'occasion d'un remaniement ministériel destiné à apaiser la grogne dans son camp liée aux nouvelles mesures d'austérité que la Grèce doit adopter en échange d'un nouveau prêt de 12 milliards d'euros.

De leur côté, la France et l'Allemagne ont plaidé pour la mise en place "le plus rapidement possible" d'un nouveau plan d'aide à Athènes, la chancelière allemande Angela Merkel précisant que le secteur privé n'aurait pas l'obligation d'assumer une part du fardeau dans le futur dispositif.

Les déclarations françaises et allemandes, et le remaniement ministériel ont été salués par les marchés. Le taux des obligations grecques à dix ans a baissé de plus d'un point à moins de 17%, niveau qui reste toutefois extrêmement élevé. La bourse d'Athènes a de son côté clôturé en hausse de 3,8% à 1.254,02 points.

Confronté à une fronde au sein de son Parti socialiste (PASOK) sur les nouvelles mesures d'austérité exigées par l'Union européenne et la Fonds monétaire international, M. Papandréou a remanié son gouvernement vendredi.

Son impopulaire ministre des Finances Georges Papaconstantinou est remplacé par le ministre sortant de la Défense Evangelos Venizelos. M. Papaconstantinou, qui avait mis en place des mesures d'austérité dans le cadre du plan d'aide de 110 milliards d'euros accordé l'an dernier par l'UE et le FMI, est nommé ministre de l'Environnement.

Stavros Lambrinidis, chef des députés grecs au Parlement européen succède de son côté au poste de ministre des Affaires étrangères à Dimitris Droutsas, un ami du Premier ministre, qui sort du gouvernement.

Lors d'une réunion jeudi, les députés socialistes avaient réclamé le départ de certains membres du gouvernement, demandant qu'ils soient remplacés par des cadres du parti plus expérimentés. Le remaniement visait également à répondre aux demandes de l'UE et du FMI sur l'accélération des réformes en Grèce. Un nouveau ministère pour la réforme de l'administration a ainsi été créé en vue de réduire les effectifs dans la fonction publique.

Les investisseurs ont accueilli avec soulagement le remaniement, estimant qu'il suffira à convaincre les députés du PASOK de soutenir les nouvelles mesures d'austérité, alors que le pays est confronté à une gigantesque dette publique de 350 milliards d'euros.

"Le pays doit être sauvé et il le sera", a déclaré M. Venizelos. "Je quitte la Défense aujourd'hui pour aller à la véritable guerre." Le nouveau ministre des Finances a déjà été en charge par le passé de différents portefeuilles ministériels: Culture, Justice, Développement et Transports. Agé de 57 ans, ce professeur de droit constitutionnel est considéré comme le principal rival de M. Papandréou au sein du PASOK.

Réunissant pour la première fois son nouveau cabinet, le Premier ministre a averti vendredi que la Grèce faisait face à "la plus grande menace que (le) pays ait connu ces dernières décennies". Le nouveau gouvernement devra obtenir la confiance du Parlement lors d'un vote prévu pour mardi.

A Berlin, le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel ont souhaité vendredi qu'un nouveau plan d'aide à la Grèce soit mis en place "le plus rapidement possible", soit d'ici la fin du mois de juillet. Ils ont dit être tombés d'accord sur une participation du secteur privé "sur la base du volontariat".

*"Nous souhaitons que les créanciers privés participent sur une base volontaire", a souligné Mme Merkel lors d'une conférence de presse commune avec le président français à Berlin. "Nous souhaitons que ce programme soit fait en plein accord avec la BCE (Banque centrale européenne)", a précisé M. Sarkozy.*

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn a déclaré jeudi que les ministres des Finances de la zone euro approuveraient probablement dimanche le versement d'une nouvelle tranche de 12 milliards d'euros provenant du plan d'aide accordé l'an dernier à la Grèce. Ce qui devrait permettre de *"financer la dette souveraine grecque (...) jusqu'en septembre"*, selon M. Rehn.

Le versement de ce nouveau prêt est conditionné à l'adoption par le Parlement grec d'ici la fin juin des nouvelles mesures d'austérité, notamment un vaste plan de privatisation.